



جامعة محمد بن زايد
للعلوم الإنسانية
MOHAMED BIN ZAYED UNIVERSITY FOR HUMANITIES

**Allocution de Son Excellence
Dr. Khalifa Al Dhaheri, lors du
colloque**

Agir ensemble

**Pour mettre fin au financement
de l'organisation des "Frères
musulmans" en Europe**

Organisé par :
**Le Centre TRENDS pour la
Recherche et le Conseil**
En collaboration avec :
**Le Sénat français
Paris**

**Allocution de Son Excellence
Dr. Khalifa Al Dhaheri, lors du
colloque**

Agir ensemble

**Pour mettre fin au financement
de l'organisation des "Frères
musulmans" en Europe**

Organisé par :
**Le Centre TRENDS pour la
Recherche et le Conseil**

En collaboration avec :

Le Sénat français

Paris



Curriculum Vitae de Son Excellence

Dr. Khalifa Mubarak Al Dhaheri

Dr. Khalifa Mubarak Al Dhaheri est un éminent académicien émirati, occupe actuellement le poste de Président de l'Université Mohamed ben Zayed des Sciences Humaines. Auparavant, il a exercé plusieurs fonctions, notamment Vice-président aux Affaires Académiques de l'université, Directeur Exécutif du Forum pour la Promotion de la Paix à Abou Dabi, et Directeur du Centre '*al-Muwaṭṭa'*' (= *Al-Muwatta*). Il a également été rédacteur en chef de plusieurs revues académiques à comité de lecture, telles que la *Revue Ta'āyus* (= *de la Coexistence*), la *Revue 'as-Silm* (= *de la Paix*) et la *Revue 'al-Muwaṭṭa'* (= *Al-Muwatta*).

Par ailleurs, il a dirigé, au sein de l'Autorité Générale des Affaires Islamiques et des Waqfs, le Département de la Fatwa et géré l'Administration du Sermon du Vendredi où il a joué un rôle de premier plan dans la présentation de programmes religieux.

En reconnaissance de sa contribution, Dr. Al Dhaheri a été décoré de la Médaille de Son Altesse le Premier Ministre en 2017.

Sur le plan académique, il a obtenu son Doctorat en 2021 sur le thème de la "Déconstruction du discours extrémiste dans la Charia islamique", son Master en 2015 sur "Le dialogue et les caractéristiques du discours juridique islamique", et sa Licence en 2012 en "Études islamiques".

Synthèse de l'allocution de Son Excellence Docteur Khalifa Mubarak Al Dhaheri



La présente étude examine la réalité de l'organisation des "Frères musulmans" en Europe, mettant en exergue le danger qu'elle représente sur les plans idéologique et organisationnel. Elle se focalise sur le rôle pivot du financement comme instrument essentiel à la pérennisation de son influence et à son expansion au sein des sociétés occidentales.

L'analyse expose d'abord les fondements idéologiques radicaux du groupe, basés sur un dogme exclusiviste qui rejette le pluralisme et vise à construire des allégeances transnationales, au détriment de l'État-nation. Elle passe en revue les mutations du discours des "Frères musulmans" et leur emploi de tactiques pragmatiques en vue d'acquérir une légitimité sociale et politique.

L'étude démontre que les sources de financement de l'organisation sont multiples et diversifiées. Elles incluent l'instrumentalisation de la *Zakāt* et des *Awqāf*, la promotion de la finance islamique et des *Şukūk*, l'exploitation de l'industrie des produits *ḥalāl*, jusqu'à l'investissement dans les cryptomonnaies et la création de sociétés-écrans pour dissimuler les flux financiers. Le document analyse l'impact de ces financements sur les communautés musulmanes, notamment parmi la jeunesse et les deuxième et troisième générations issues de l'immigration.

De plus, l'étude affirme la dangerosité de ce financement, car il ne se limite pas au soutien des activités de prédication (*da'wah*), mais vise également à renforcer des entités politiques qui œuvrent à l'affaiblissement de l'identité nationale, à la promotion du repli communautaire et à l'alimentation du discours extrémiste et haineux.

Dans le cadre de la riposte, l'étude propose une stratégie intégrale articulée autour d'axes principaux, dont les plus saillants sont :

- La redéfinition et la classification juridique du groupe en tant qu'organisation radicale.

- La réforme des programmes de formation des imams et des prédicateurs afin de garantir leur indépendance vis-à-vis de l'influence des "Frères musulmans".
- La modernisation des politiques de surveillance financière, la poursuite des réseaux de blanchiment d'argent et la lutte contre leurs alliances avec le crime organisé.
- La création d'une base de données unifiée recensant l'activité économique de l'organisation.
- La restriction des financements étrangers et le contrôle des entreprises de produits ḥalāl et de la finance islamique.

L'étude présente également l'expérience des Émirats arabes unis comme un modèle de réponse globale à l'extrémisme des "Frères musulmans", à travers des mesures pionnières sur les plans juridique, réglementaire et intellectuel, qui ont consolidé les valeurs de modération, de citoyenneté et de coexistence.

En conclusion, l'étude affirme que la confrontation avec le financement des "Frères musulmans" n'est pas une lutte contre la religion ou la liberté de croyance. Il s'agit plutôt d'un impératif stratégique pour la protection des sociétés européennes et la préservation de la paix sociale. Cet impératif requiert une coopération euro-internationale sur le long terme, alliant les volets législatifs, sécuritaire et éducatif.

Présentation au colloque

Agir ensemble

Pour Mettre fin au financement de l'organisation des "Frères musulmans" en Europe

Organisé par Le Centre TRENDS pour la
Recherche et le Conseil
au Sénat français , Paris
30 juin 2025

*Excellences, Mesdames et Messieurs les
Sénateurs, distingués invités, chers collègues
et participants,*

Je suis honoré de me trouver parmi vous aujourd'hui, en cette illustre enceinte du Sénat français, à l'occasion de ce colloque de haute importance. Organisé par le centre TRENDS en collaboration avec Madame la Sénatrice Nathalie Goulet, cet événement s'inscrit dans une démarche commune qui témoigne d'une prise de conscience européenne grandissante face à la nécessité de contrer le financement des groupes



transnationaux de l'islam politique, au premier rang desquels figure l'organisation des "Frères musulmans".

Honorable auditoire,

Au seuil de cette intervention, et avant d'examiner les sources de financement sur lesquelles s'appuie l'organisation des "Frères musulmans", il m'apparaît indispensable de définir succinctement la nature de cette organisation, les fondements de sa pensée et les convictions qui animent ses membres.

Les "Frères musulmans" constituent une organisation foncièrement exclusive, tant dans sa structure profonde que dans sa philosophie organisationnelle. Sa doctrine repose sur une idéologie totalitaire qui se prétend détentrice de la vérité absolue et du monopole exclusif de l'interprétation et de l'application de la religion. Cette organisation n'admet ni le pluralisme intellectuel, ni la pluralité politique, si ce n'est comme une tactique transitoire lui permettant d'infiltrer l'espace public pour y asseoir son influence, avant d'imposer sa vision monolithique.

Dans la conception des "Frères musulmans", la notion de patrie et la valeur de la citoyenneté moderne sont inexistantes. L'individu ne se définit pas par son appartenance nationale ou son respect des lois de l'État, mais par son allégeance exclusive à l'organisation et à son Guide suprême, auquel est conférée une autorité quasi absolue sur la pensée et le comportement.

L'organisation adopte une doctrine conflictuelle qui considère tout dissident comme un ennemi à soumettre ou à exclure. Elle les frappe du sceau de l'apostasie (*takfīr*), en s'appuyant sur un discours religieux sélectif qui légitime la violence sous le couvert du djihad et érige l'affrontement avec l'autre différent en devoir religieux. L'une des

caractéristiques les plus redoutables de cette organisation est sa flexibilité, semblable à celle du caméléon ; elle est capable d'adapter sa rhétorique, son langage et ses slogans en fonction des circonstances et des rapports de force. Si ses intérêts l'exigent, elle peut revêtir les habits de la modération civile et démocratique, tout en conservant, dans sa structure profonde, une vision radicale hostile à toute coexistence véritable. Elle opère selon un agenda graduel et dissimulé, visant à déstabiliser les États, à affaiblir leurs institutions, à contester leur légitimité et à mépriser leurs acquis civilisationnels.

En substance, les "Frères musulmans" sont un mouvement d'exclusion et de confrontation. Ils se nourrissent des conflits, du sang et des divisions, et sont dépourvus de tout projet civilisationnel authentique fondé sur la coexistence et la construction. Reconnaître cette réalité, sans illusions ni embellissements, constitue donc la première étape de toute démarche sérieuse visant à préserver l'État-nation et à protéger la paix sociale contre les risques de fragmentation et de conflits idéologiques.

Mesdames et Messieurs,

Je tiens à saluer le rapport publié par la Direction Générale

de la Sécurité Intérieure (DGSI) sur les "Frères musulmans" et l'islam politique en France. Il s'agit d'une étude stratégique approfondie sur la présence de cette organisation en France et en Europe, qui analyse ses idées, ses structures et ses multiples instruments d'influence. Ce rapport met l'accent sur la surveillance à long terme de l'influence de cette organisation sur le tissu social et politique, ce qui illustre une conscience accrue du danger que représente son infiltration dans les milieux locaux. Il met en lumière ses tentatives systématiques de remodeler l'identité des jeunes issus des communautés musulmanes, afin de les détacher de leur appartenance nationale au profit d'une identité fermée, régressive et extrémiste.

Honorables participants,

La question du financement des organisations extrémistes, telles que les "Frères musulmans", est la pierre angulaire qui assure la pérennité de leur structure et leur capacité d'influence, de diffusion et de recrutement. Sans ses sources de financement, l'organisation ne pourrait ni gérer ses écoles d'été pour recruter de nouveaux membres, ni créer des associations culturelles pour infiltrer les sociétés et les élites, ni financer ses campagnes médiatiques et

politiques. L'assèchement de ses financements éroderait progressivement sa capacité d'existence, d'influence et de production du symbolisme qu'elle utilise pour mobiliser la jeunesse et les nouvelles générations.

La présence des "Frères musulmans" dans les pays d'accueil s'est bâtie sur une base militante estimée à environ cinquante mille individus en Europe, et un nombre similaire, voire supérieur, aux États-Unis. Cette base se compose de segments sociaux et professionnels variés: étudiants, jeunes pratiquants, et personnes ayant des liens directs avec les institutions éducatives et administratives des pays de résidence. Elle inclut également des groupes de migrants venus de pays arabes et musulmans pour des raisons économiques, touristiques ou commerciales. Les branches les plus influentes de l'organisation se situent au Royaume-Uni, en Allemagne et en France ; ce trio stratégique entretient des liens étroits avec les réseaux mondiaux des "Frères musulmans".

Les leviers d'attraction qui assurent à l'organisation un soutien et une influence au sein des communautés immigrées sont multiples :

- **Premièrement:** Les deuxième et troisième générations d'immigrés à tendance religieuse, qui fréquentent les

mosquées et recherchent un soutien pour des questions familiales, juridiques ou sociales. Cette catégorie représente le plus vaste vivier de recrutement.

- **Deuxièmement** : Les immigrants venus pour étudier ou travailler, notamment ceux qui étaient déjà affiliés à des mouvements islamistes dans leur pays d'origine. Ils trouvent dans l'organisation une continuité naturelle de leur parcours. Avec l'accroissement du nombre de musulmans, des entités spécialisées ont vu le jour (syndicats, associations professionnelles, etc.). Les "Frères musulmans" ont su y asseoir leur influence grâce à leur maîtrise organisationnelle et leur expertise en communication et mobilisation financière.

- **Troisièmement** : Les familles dont les enfants fréquentent les écoles d'été ou les cours du soir supervisés par l'organisation, où l'enseignement religieux sert de vecteur à l'idéologie extrémiste.

- **Quatrièmement** : Les donateurs aisés qui, lors de leurs visites estivales, notamment au Royaume-Uni, en Allemagne ou en Suède, octroient des dons généreux à des associations islamiques, y compris celles contrôlées par l'organisation.

- **Cinquièmement** : Les participants aux camps d'été organisés par les fédérations étudiantes musulmanes, qui attirent des jeunes, en particulier du Maghreb et d'Égypte.

- **Sixièmement** : Les événements saisonniers liés aux fêtes religieuses, ainsi que les campagnes de solidarité politique autour de causes comme la Palestine, qui sont instrumentalisées pour servir les intérêts de l'organisation.

Mesdames et Messieurs,

Les "Frères musulmans" ont très tôt compris que les ressources financières constituaient un levier vital pour bâtir leurs réseaux d'influence. Ils ont ainsi mis en place une économie parallèle sous le slogan de "l'économie islamique", dont le corpus idéologique fut largement élaboré par Dr. Yūsuf 'Al-Qaraḏāwī, fondateur de l'Union internationale des savants musulmans, affiliée à l'organisation.

Pour matérialiser cette vision, plusieurs mécanismes financiers sont employés :

1. **L'instrumentalisation de la *Zakāt* et des *Waqfs*** : L'organisation utilise un discours religieux pour canaliser la *Zakāt* (2,5 % des avoirs) vers ses propres institutions. Elle infiltre également les administrations des *Waqfs* (fondations pieuses) pour en contrôler les ressources.

2. **La mainmise sur la finance islamique** : L'organisation promeut l'interdiction des banques conventionnelles et se

positionne comme une alternative "sûre", utilisant de petits prêts comme outils de recrutement pour bâtir un réseau économique intégré.

3. La promotion des *Şukūk* (obligations islamiques):

Elle incite les grandes entreprises à investir dans les *Şukūk*, dynamisant ainsi cette activité dans des places financières comme Luxembourg ou Londres.

4. L'expansion de l'industrie *halāl* : L'organisation cherche à dominer ce marché en pleine croissance (alimentaire, cosmétique, tourisme, etc.), générant des revenus substantiels sous couvert de conformité religieuse.

5. Le discours de la "purification de l'argent" : Elle persuade ses fidèles que les intérêts bancaires "illicites" doivent être "purifiés" en étant versés à l'organisation sous forme de dons.

6. L'exploitation du numérique et des cryptomonnaies: Elle utilise des plateformes de dons en ligne et des cryptomonnaies, difficiles à tracer en raison de la nature décentralisée de la blockchain.

7. La création de sociétés-écrans : Elle met en place des sociétés fictives et des réseaux économiques parallèles, souvent domiciliés dans des zones franches qui offrent opacité réglementaire et avantages fiscaux.



Mesdames et Messieurs,

Le danger posé par le financement des "Frères musulmans" transcende le simple soutien à des activités de prosélytisme. Il alimente des entités dotées d'agendas politiques transnationaux, avec des répercussions majeures sur la sécurité nationale européenne :

1. Affaiblissement de l'identité nationale et promotion

d'une identité organisationnelle au détriment de la citoyenneté inclusive.

2. Instrumentalisation des communautés musulmanes comme levier de pression politique, en exploitant des crises pour servir ses propres fins stratégiques.

3. Menace pour la coexistence pacifique par sa tentative de monopoliser le discours religieux et de contrôler la formation des Imams.

4. Ancrage d'idées dangereuses comme le djihad violent et le *takfir* (excommunication) systématique des opposants.

5. Restructuration des allégeances dans un cadre transnational, où la loyauté envers l'organisation prime sur celle due à l'État.

Honorable auditoire,

Les "Frères musulmans" constituent une menace existentielle pour la stabilité des États et l'intégrité de leur identité constitutionnelle. Pour contrer efficacement cette menace, il est impératif d'adopter une stratégie globale, rigoureuse et cohérente, visant à assécher les sources de financement de cette organisation.

Cette stratégie doit s'articuler autour des axes suivants :

1. Révéler la véritable nature de l'organisation:

Il est crucial d'exposer la réalité de cette organisation extrémiste, son histoire de promotion de la violence, son rejet de l'État-nation et sa diffusion de concepts tels que le djihad agressif. Il faut s'opposer à toute tentative médiatique de la présenter comme un mouvement pacifique et œuvrer à sa classification juridique comme organisation radicale interdite, en distinguant clairement l'islam en tant que religion de l'islamisme en tant qu'idéologie politique violente.

2. Repenser la formation des imams et des prédicateurs :

Ce dossier est un levier essentiel de l'influence des "Frères musulmans". Leur infiltration des programmes de formation a créé des incubateurs pour un discours politisé. Pour y remédier, il est nécessaire de :

Développer une formation nationale indépendante qui intègre les valeurs républicaines et les principes de coexistence.

Renforcer les partenariats avec les pays modérés, comme les Émirats arabes unis, qui ont mis en place des programmes

de formation d'imams fondés sur la modération et la neutralité politique.

Établir un cadre juridique protégeant les lieux de culte de toute ingérence extérieure, notamment en matière de financement.

Investir dans la formation de cadres religieux locaux et encadrer rigoureusement les contenus des prêches, y compris sur les réseaux sociaux.

Dissoudre les structures affiliées à l'organisation et proposer des alternatives crédibles, en partenariat avec des institutions religieuses modérées, pour promouvoir un récit religieux authentique et conforme aux valeurs de la nation.

3. Réviser en profondeur les politiques de contrôle financier :

Il est impératif d'adapter les dispositifs de lutte contre le financement du terrorisme pour inclure les nouvelles technologies comme les cryptomonnaies, qui permettent de contourner les circuits traditionnels.

4. Renforcer la surveillance des alliances avec la criminalité organisée :

L'imbrication croissante entre l'organisation et les réseaux criminels (blanchiment d'argent, sociétés-écrans, etc.) impose une réponse judiciaire coordonnée et renforcée.

5. Consolider la coordination européenne et internationale:

L'absence d'une politique européenne unifiée de classification de l'organisation permet à celle-ci d'exploiter les brèches réglementaires. La création d'un mécanisme de coordination avec les États experts en la matière est une nécessité absolue.

6. Créer une base de données unifiée sur les activités économiques de l'organisation:

Une plateforme centralisée, à l'échelle nationale et européenne, est essentielle pour assurer une meilleure traçabilité des flux financiers.

7. Limiter strictement le financement étranger :

Une législation rigoureuse doit interdire tout financement provenant d'acteurs connus pour leur soutien idéologique ou politique à cette organisation.

8. Réorganiser le financement des mosquées:

L'activation d'un fonds national indépendant, supervisé par une autorité transparente et apolitique, est cruciale pour garantir que les ressources servent des objectifs culturels et sociaux authentiques.

9. Encadrer l'industrie ḥalāl :

Un contrôle accru doit être exercé sur les entreprises de ce secteur pour prévenir toute infiltration ou utilisation de leurs revenus à des fins idéologiques

10. Interdire les activités de finance islamique suspectes :

Toute implication de l'organisation dans des activités de finance islamique doit être formellement interdite et encadrée juridiquement pour prévenir leur instrumentalisation.

La mise en œuvre de cette stratégie ne constitue en aucun cas une hostilité à la religion, mais une mesure préventive légitime et nécessaire pour préserver les valeurs fondamentales de la nation et la cohésion sociale.

Mesdames et Messieurs,

À cet égard, j'ai l'honneur de vous présenter un aperçu de l'expérience de mon pays, les Émirats arabes unis, dans sa confrontation avec l'organisation des "Frères musulmans"—une expérience marquée par sa cohérence, sa fermeté et la clarté de ses positions. Les Émirats arabes unis ont officiellement classé cette organisation comme terroriste dès 2014, partant de la conviction profonde qu'elle représente une menace existentielle pour la stabilité des sociétés. Cette vision identifie l'idéologie des "Frères musulmans" comme la matrice doctrinale ayant nourri les mouvements les plus extrémistes de notre époque.

Cette confrontation s'est traduite par un ensemble de mesures législatives et opérationnelles intégrées, incluant la promulgation de lois strictes contre le financement du terrorisme, le démantèlement des réseaux clandestins et des poursuites judiciaires contre les individus impliqués dans des complots contre l'État.

Sur le plan intellectuel, le discours religieux émirati se distingue par son authenticité et sa fidélité aux finalités nobles de l'islam. C'est un discours de tolérance, qui célèbre la diversité humaine et rejette l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques. C'est un appel à la paix, au dialogue et au respect mutuel, conformément aux versets coraniques.

Les programmes d'enseignement religieux aux Émirats visent à transmettre des valeurs universelles, au premier rang desquelles le respect de la dignité humaine. L'Autorité Générale des Affaires Islamiques supervise les mosquées avec une gouvernance rigoureuse et unifie le prêche du vendredi pour qu'il soit un cadre d'éducation morale et de citoyenneté positive. Dans ce contexte, l'Université Mohammed ben Zayed des Sciences Humaines joue un rôle central dans la formation de cadres religieux porteurs des valeurs de coexistence, d'ouverture et d'appartenance nationale. Des ambassadeurs de paix, enracinés dans leur nation, et des prédicateurs de savoir, convaincus que la raison est la partenaire de la foi.

Honorable auditoire,

Lutter contre le financement des "Frères musulmans" n'est pas une lutte contre les musulmans, ni contre les mosquées, ni contre l'action caritative. C'est une bataille nécessaire pour assécher les ressources d'organisations politiques qui exploitent l'islam à des fins idéologiques. Priver l'organisation de ses ressources financières est une première étape vers l'émancipation des communautés de cette emprise politique, et une mesure essentielle pour protéger la sécurité des sociétés européennes.



En conclusion, nous sommes appelés à dépasser les réactions fragmentées pour adopter une stratégie globale, cohérente et durable, où se complètent les outils juridiques, technologiques et culturels. La responsabilité de préserver l'avenir des générations futures est trop grande pour être laissée au hasard, à l'hésitation ou à l'improvisation.

Je vous remercie de votre attention, et j'espère que ce colloque marquera un tournant vers une coopération internationale efficace contre l'extrémisme des "Frères musulmans".



جامعة محمد بن زايد
للعلوم الإنسانية
MOHAMED BIN ZAYED UNIVERSITY FOR HUMANITIES

Points saillants de l'intervention de Son Excellence Docteur Khalifa Al Dhaheri, Directeur de l'Université, lors du colloque « Agir ensemble pour mettre fin au financement du mouvement des "Frères musulmans" en Europe », organisé par le Centre TRENDS pour la Recherche et le Conseil, en collaboration avec le Sénat français à Paris.

- L'organisation des "Frères musulmans" constitue une menace pour les sociétés et les États. Leur projet repose sur l'infiltration, la division et l'alimentation des conflits au nom de la religion.
- Les "Frères musulmans" ne reconnaissent pas la valeur de la citoyenneté moderne ; pour eux, l'allégeance à l'organisation prime sur la loyauté envers la patrie, et la violence est un outil légitime pour atteindre leurs objectifs politiques.
- La lutte contre le financement des "Frères musulmans" n'est pas une guerre contre la religion ni contre la liberté de culte, mais bien une protection de la société contre le détournement de la religion à des fins destructrices.
- Les dons caritatifs et les cryptomonnaies sont devenus de nouveaux instruments pour le financement des organisations extrémistes. L'imposition de politiques de surveillance financière à ces groupes est devenue une priorité européenne commune.
- Le renforcement du contrôle sur les entreprises de l'"industrie halal" et les institutions financières parallèles est une nécessité pour endiguer l'utilisation de leurs revenus dans des projets de propagande et d'extrémisme.
- Priver les "Frères musulmans" de leurs ressources financières est la première étape pour libérer les communautés de leur hégémonie et protéger l'avenir des nouvelles générations.
- Lorsque les sources de financement de l'organisation terroriste des "Frères musulmans" se tarissent, ils perdent leur capacité d'influence, de recrutement et de production du symbolisme par lequel ils attirent la jeunesse. L'assèchement de leur financement est donc une mesure fondamentale pour la protection de la paix sociale.
- Le monopole des "Frères musulmans" sur le discours religieux au sein des mosquées et lors des prêches du vendredi menace la coexistence et légitime l'extrémisme. Le développement d'un système national de formation des imams est une nécessité qui ne saurait être différée.
- L'expérience des Émirats arabes unis est pionnière et avancée : ils ont classifié les "Frères musulmans" comme organisation terroriste dès 2014 et ont adopté un discours religieux authentique fondé sur la tolérance et la loyauté envers la patrie.



mbzuh



MBZ university for humanities



mbzuh.ac.ae